

Pour les premières élections organisées dans le pays après la défaite du groupe djihadiste de l'État Islamique à Mossoul, l'alliance électorale Sairoun, « La marche pour les réformes », composée par le clerc chiite Moqtada Sadr, le Parti Communiste Irakien (PCI) et d'autres groupes politiques, est arrivé en tête du scrutin. Comment expliquer cette victoire ? Quel est le programme et la stratégie de Sadr ? Que peut-on en attendre ?

Joseph Daher est militant et universitaire. Il est notamment l'auteur de [plusieurs articles pour Contretemps](#) (en particulier sur la révolution syrienne), et d'un livre intitulé Hezbollah, The Political Economy of the Party of God (Pluto Press, 2016).

L'alliance Sairoun a devancé la liste de l'Alliance du Fateh, versant politique des Hachd al-Chaabi (Unités Mobilisation Populaires, UMP), des milices fondamentalistes chiites soutenues par l'Iran, dirigées par Hadi el-Ameri, une personnalité proche de l'Iran et ancien chef de la milice Badr. La milice Badr contrôle le ministère de l'intérieur.

Le Premier ministre sortant Haider al-Abadi, seul candidat à faire consensus entre les États-Unis et l'Iran, arrive en troisième position, tandis que la liste de la Coalition pour l'état de droit de l'ancien premier ministre Nouri al-Maliki est arrivée quatrième. Maliki dirige le parti Dawa, dont Abadi est membre. Avant les élections, ils avaient annoncé qu'ils présenteraient des listes séparées et se réuniraient pour former une coalition dans le nouveau gouvernement.

Défiance contre le système confessionnel

Ce scrutin a permis de dégager de nombreuses personnalités politiques quasi inamovibles depuis la chute il y a 15 ans de la dictature de Saddam Hussein qui ont perdu leur siège. Il y a en effet 65 % de nouveaux députés, soit 215 députés sur 329.

À la suite des élections, de nombreux rapports et accusations de fraudes électorales ont été lancées, notamment par des personnalités politiques importantes ayant perdu leurs sièges, certains réclamant un recompte des voix et d'autres une annulation du scrutin. Après quelques semaines d'incertitudes et plusieurs sessions sans quorum, le 6 juin, les députés, issus des précédentes élections, ont approuvé un projet de loi parlementaire ordonnant un recomptage manuel de tous les votes des élections législatives irakiennes du 12 mai. Le parlement a également voté la suspension de la Haute commission électorale qui est remplacée par neuf magistrats. Il y a également un juge dans chaque province irakienne, qui supervisera le nouveau décompte des voix. La commission a déclaré qu'elle ferait appel contre la loi votée par le parlement ordonnant un recomptage national des votes et la suspension de son leadership.

Le mouvement sadriste a rejeté ces mesures. Le principal conseiller de Sadr, Dhiaa al-Asadi, a déclaré dans un tweet que toute fraude ou violation dans le processus électoral devait être condamnée et être traitée par la Commission indépendante des hautes élections et la Cour fédérale. Mais le conseiller a également exprimé des inquiétudes sur le fait que certains partis essayaient de saboter la victoire de Sadr, accusant les perdants des récentes élections de détournement et de manipulation du parlement. Muntadhar Al Zaidi, célèbre pour avoir lancé sa chaussure contre l'ancien président états-unien George Bush et qui a été élu sur la liste Sairoun, a également dénoncé ces décisions et a déclaré que « les

politiciens qui ont perdu n'ont pas digéré leur défaite et aujourd'hui ils essaient de faire barrage à notre projet et à notre volonté de réformer le pays. Ils essaient de frauder pour gagner et se maintenir au pouvoir ».

Ces décisions ont accru les tensions dans le pays, surtout après qu'une explosion a fait 18 morts et plus de 90 blessés à Sadr City, le principal bastion de Sadr à Baghdad, le jour même du vote au parlement pour le recomptage des voix, probablement à la suite de l'explosion d'une cache de munitions appartenant à sa milice, les « Brigades de la Paix ». Le 8 juin, une série d'explosions a également secoué la ville de Kirkuk dans au moins trois endroits différents. Quelques semaines auparavant, le quartier général du parti communiste à Baghdad était visé par deux bombes artisanales.

L'incertitude planait encore davantage après l'incendie le 10 juin du dépôt des bulletins de vote de la plus grande circonscription d'Irak, la circonscription d'al-Roussafa, le secteur est de Baghdad.

Les sources de la victoire de Sairoun

La victoire de cette alliance est le produit de deux facteurs. Tout d'abord, il y a une véritable désaffection et défiance des citoyen·ne·s contre le système politique confessionnel et néolibéral du pays, qui a conduit à des inégalités sociales croissantes et à de nombreuses crises dans la fourniture de services essentiels. Les élections n'ont mobilisé que 44,52 % des électeurs, la plus basse participation à une élection depuis la chute de Saddam Hussein en 2003. Dans la capitale, Baghdad, qui compte 69 sièges au parlement, seuls 33% des électeurs ont voté. Selon les statistiques du gouvernement irakien, le taux de pauvreté extrême s'élevait à 22,5% en 2014, ce qui était largement considéré comme une sous-estimation. D'autres estimations indiquent qu'un peu moins de 10 millions d'Irakiens vivent dans une pauvreté abjecte. La deuxième source majeure de la victoire de l'alliance est le rejet de la corruption et du personnel politique au pouvoir.

L'alliance électorale de « La marche pour les réformes » a capitalisé sur les contestations populaires massives depuis 2015 contre le système politique confessionnel politique, la corruption, et les inégalités socio-économiques, le manque de provision de services (comme par exemple l'eau et l'électricité)[1]. L'alliance entre les sadristes, le PCI et divers groupes et individus s'est d'ailleurs construite à la suite de ces mobilisations populaires larges qui avaient notamment pour slogan : « Pain, liberté, État civil (non confessionnel) ». [2] Le PCI et d'autres composantes populaires laïques étaient les fers de lances dans l'organisation des manifestations hebdomadaires des vendredi sur la place Tahrir, à quelques pas de la zone verte et du siège du gouvernement irakien. Les partisans de Sadr ont rejoint ces manifestations populaires massives à ces débuts. En 2016, ses partisans ont d'ailleurs fait irruption dans la zone verte fortement fortifiée de Baghdad et ont temporairement pris le contrôle des bâtiments du gouvernement.

Le secrétaire général du PCI, Raid Jahid Fahmi, a expliqué qu'en préparation des élections, son parti et les sadristes avaient convenu de se concentrer sur un certain nombre de questions et d'objectifs communs : combattre le chômage et la corruption, et s'opposer aux influences extérieures en Irak. Les différences évidentes entre les deux acteurs dans des questions telles que les droits des femmes ou la laïcité n'ont pas été abordé a-t-il ajouté. Sur la question des droits des femmes, les sadristes ne se sont par exemple pas mobilisés contre la « loi Jaafari » [3], proposée par les mouvements fondamentalistes islamiques

chiites au Parlement à la fin de l'année 2017, qui sape, sur des bases conservatrices et confessionnelles, les droits légaux des femmes.

L'une des principales raisons pour lesquelles le PCI cherchait à s'allier avec les sadristes était d'avoir accès à sa base populaire, en grande partie composée de classes populaires chiites. Le mouvement sadriste est un réseau national d'acteurs sociaux, religieux et militaires. En plus de cela, le PCI espérait pousser davantage Sadr et son mouvement vers une position plus civile et moins islamique.

Les principaux thèmes abordés dans le programme de Sairoun sont la lutte contre le terrorisme, la réconciliation nationale et l'unité, une nouvelle loi électorale, une gouvernance améliorée et la lutte contre la corruption et l'accès garanti aux droits humains et sociaux (éducation, sécurité sociale, niveau de vie et logement). Le programme de Sairoun reste néanmoins très vague sur comment combattre la corruption ou le confessionnalisme politique, la militarisation de la société, quelle politique économique, par exemple aucune mention d'un arrêt des processus de privatisation[4]. D'ailleurs comme l'écrit Zahra Ali, beaucoup de mouvement de gauches[5] et de jeunes qui ont participé aux protestations populaires ces dernières années

« ont été critiques vis-à-vis de cette alliance avec les sadristes. Si certains craignent l'instrumentalisation à leur avantage et le monopole des sadristes dans ce mouvement issu originellement de la société civile, d'autres voient une contradiction essentielle entre la nature "civile" des protestations et l'identité confessionnelle et islamiste des sadristes, ainsi que leur implication dans la corruption gouvernementale et la violence confessionnelle. Ainsi, face à l'échec des protestations massives qui demandent une réforme de la loi électorale qui privilégie les grands partis au pouvoir, beaucoup ont tout simplement décidé de boycotter les élections ».[6]

De nombreux activistes politiques sur les médias sociaux ont publié le hashtag « lan intakhab » (« Je ne voterai pas »), appelant au boycott des élections.

Non aux influences étrangères

Sur la question des influences étrangères en Iraq, Moqtada al-Sadr a également à plusieurs reprises mis en avant la nécessité de la pleine souveraineté politique de l'Irak, en tenant y compris des positions fermes et hostiles à l'égard de Téhéran et en refusant toute ingérence politique ou militaire iranienne en Iraq. Ses partisans s'étaient d'ailleurs rassemblés le soir de l'annonce des résultats dans le centre de Baghdad, en chantant des slogans tel que « l'Iran dehors ».

Sadr ne remet néanmoins pas fondamentalement en cause l'influence iranienne, cherchant davantage une forme de consensus, et a déjà atténué son discours contre Téhéran. Sadr a d'ailleurs fait remarquer qu'en tant que voisin, Téhéran avait des intérêts régionaux, mais qu'il espérait que la République Islamique d'Iran n'interviendrait pas dans les affaires irakiennes. Le jour de l'annonce des résultats, Sadr a même demandé à ses partisans d'arrêter les slogans hostiles contre Téhéran, avertissant également que « celui qui le fera entraînera l'Irak vers la guerre et la violence. Il n'est pas nécessaire de viser des pays voisins ».

Néanmoins, Téhéran qui a une influence politique, militaire et économique très importante

dans le pays voit d'un mauvais œil la victoire de cette alliance menée par Sadr, à qui les dirigeants iraniens ne font pas confiance. En février dernier, Ali Akbar Velayati, le plus proche conseiller du guide suprême iranien l'ayatollah Ali Khamenei, avait déclaré « Nous ne laisserons pas les libéraux et les communistes gouverner l'Irak ». Par conséquent, immédiatement après le vote, Téhéran a lancé une offensive politique pour essayer d'unir ses alliés et bloquer la voie à Sadr au pouvoir. Les dirigeants iraniens ont cependant rapidement changé de position en réalisant que mettre Sadr de côté était trop problématique et cherchaient plutôt à inclure Sadr dans une alliance chiite suffisamment large pour neutraliser son influence.

Le 10 juin, l'influent commandant en chef des Pasdaran, Qassem Soleimani et Mojtaba Khamenei, fils du dirigeant suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, ont rencontré Ameri et l'ancien premier ministre Nuri al-Maliki, tous deux proches alliés, à l'ambassade d'Iran à Bagdad, pour essayer d'influencer la formation du gouvernement. Soleimani a également profité de l'occasion pour réclamer « un gouvernement fort, loin des pressions américaines et saoudiennes et de l'ingérence étrangère ».

Sadr a également rencontré les ambassadeurs de tous les pays voisins de l'Irak – la Turquie, la Syrie, la Jordanie, l'Arabie saoudite et le Koweït – à l'exception de l'Iran. L'envoyé présidentiel spécial américain, Brett McGurk, s'est également rendu en Irak pour rencontrer différents partis afin d'influencer les pourparlers de formation du gouvernement. Sadr a dénoncé l'influence américaine dans le pays, déclarant que les États-Unis sont un pays occupant et affirmé qu'il ne leur permettrait pas d'intervenir.

La milice armée de Sadr, à l'époque appelée l'Armée du Mehdi, avait d'ailleurs organisé deux soulèvements violents contre les forces d'occupation américaines après l'invasion et les responsables américains l'ont décrit à l'époque comme la plus grande menace à la sécurité en Irak. Sa milice, avait également été accusée entre 2003 et 2008 d'avoir établi des escadrons de la mort contre les musulmans sunnites. Lui-même a été accusé d'avoir commandité le meurtre en 2003 d'un rival, Abdel Majid al-Khoei, une des raisons pour son exil temporaire en Iran. Ses miliciens s'en sont également pris aux débits de boisson et aux homosexuels avant qu'il n'appelle en août 2016 à faire cesser ces attaques.

Il a dissous la milice pendant la période de son exil, reformant la milice des Brigades de la Paix en 2014 qui ont combattu l'Etat Islamique à son retour d'Iran. Suite à l'explosion dans Sadr city à Bagdad mentionnée ci-dessus, Sadr a appelé tous les groupes armés à remettre leurs armes au gouvernement et a déclaré que le district de Sadr City serait une zone sans armes à la fin du mois. Sadr avait cependant déjà laissé entendre en décembre 2017 que sa milice était prête à remettre ses armes au gouvernement après la défaite de l'Etat islamique.

L'appel de Sadr cette fois semblait viser à apaiser les tensions entre son mouvement et le gouvernement. Le Premier ministre Haider al-Abadi a déclaré que le stockage de munitions dans un quartier résidentiel était un crime et a ordonné au ministère de l'Intérieur d'enquêter sur l'incident et de poursuivre en justice ceux qui avait caché ces armes.

Sadr a néanmoins souligné que la campagne de désarmement devrait être dirigée contre tous les groupes armés et a averti que ses partisans ne devaient pas être la seule cible du gouvernement, sinon « il y aurait des conséquences négatives », a-t-il déclaré. Il a ajouté : « Cette mesure doit également inclure les forces de sécurité officielles qui utilisent des armes sans permission ni pitié ; ces forces sont encore jeunes et doivent être réhabilitées », une référence claire aux unités de mobilisation populaire (UMP). Les UMP ont formellement

été intégrées dans les structures de sécurité officielle du pays, et les milices ont officiellement rompu leurs connections avec leurs ailes politiques, bien que les liens informels restent très forts.

Plusieurs membres des UMP ont par exemple démissionné du mouvement, puis se sont présentés aux élections avec l'Alliance Fateh. La loi irakienne interdit aux membres de ses forces de sécurité de se présenter aux élections. Les UMP ont acquis une popularité massive parmi les secteurs des classes populaires chiites pour sa lutte contre l'État islamique.

Sadr, quel changement ?

Alors qu'il n'était pas député, Sadr a participé aux trois élections législatives nationales depuis 2003. Sadr a dirigé le Bloc al-Ahrar, la coalition parlementaire du mouvement sadriste qui organise la politique officielle du mouvement. Les membres d'al-Ahrar comptent sur leurs propres salaires pour soutenir le mouvement sadriste, bien que beaucoup aient exploité leurs positions pour amasser des fortunes personnelles substantielles, telles que l'ancien vice-premier ministre Bahaa al-Araji. Le mouvement sadriste avait également utilisé les institutions gouvernementales dans le passé pour consolider et renforcer ses réseaux clientélistes.

Avant les élections, Sadr a changé le nom de son mouvement Ahrar en Istiqama (ou Intégrité) et a interdit à tous ses anciens députés de se présenter à nouveau. Certains membres des mouvements ont été irrités par ces décisions. De plus, à l'approche des élections, des membres clés d'al-Ahrar, dont beaucoup ont depuis quitté le parti, ont ouvertement critiqué Sairoun, l'alliance politique de Sadr avec le parti communiste irakien, qui se veut laïc.

Quelques jours après les résultats des élections, Sadr avait entamé des discussions pour la formation d'un gouvernement « technocrate » avec le premier ministre Abadi, qui a mené des politiques néolibérales et de privatisations de plusieurs secteurs économiques et avec des personnalités et groupes politiques ne remettant pas en cause le système politique confessionnel et néo-libéral du pays, bien au contraire le soutenant, comme par exemple Hadi El-Ameri, personnalité proche de l'Iran et ancien chef de la milice Badr, le cleric et dirigeant du mouvement islamique Hikma (Sagesse) Ammar al-Hakim, l'ancien premier ministre Ayad Allaoui et le président de la coalition « décision irakienne » Osama Najafi.

Sadr ne cherche pas à remettre en cause le système politique irakien mais à trouver une place pour lui et son mouvement. Par exemple, il avait annoncé qu'il ne s'engagerait pas politiquement avec Ammar al-Hakim ou ne partagerait pas une plate-forme avec lui avant l'élection. Or, suite à une réunion le 7 juin, Sadr a conclu avec le mouvement islamique Hikma d'Ammar al-Hakim et al-Wataniya d'Ayad Allaoui une nouvelle coalition, l'Alliance Paternelle Nationale Majoritaire, qui a publié une brève feuille de route décrivant leurs principes fondamentaux, y compris le renforcement de l'unité irakienne, de la démocratie et des libertés, et un respect total de la constitution (donc du système confessionnel). Le plan de cette nouvelle alliance a également déclaré son soutien aux politiques néolibérales continues dans le pays en mentionnant la nécessité de réformes économiques qui renforceraient et activeraient le secteur privé, et encourageraient l'investissement.

Quelques jours plus tard, le 13 juin, Moqtada al-Sadr et Hadi el-Ameri, chef de l'alliance

Fateh, ont annoncé une alliance de leurs deux blocs politiques et le début des discussions pour former un gouvernement. Sadr a déclaré que cette alliance ne signifiait pas la fin de son entente précédente avec Wataniya et Hikma. Les deux principaux partis kurdes, le PDK et PUK, ont déclaré qu'ils soutenaient l'alliance Ameri-Sadr.

Malgré les appels à la lutte contre la corruption et le besoin de réformes, cette alliance faite avec deux personnalités clés du système politique confessionnel semble plutôt encourager sa continuation. Sadr avait également déclaré avant les élections qu'il ne s'engagerait pas politiquement avec Ammar al-Hakim ou ne partagerait pas une plate-forme avec lui.

Conclusion

Le système politique confessionnel a été établi à la suite de l'invasion de l'Irak menée par les États-Unis et la Grande-Bretagne en 2003 et consolidée par les classes dirigeantes confessionnelles et bourgeoises irakiennes. Il est très difficile d'envisager des solutions aux problèmes de démocratie, d'injustices socio-économiques et de développement économique pour les classes populaires irakiennes au sein du système politique confessionnel qui maintient et protège la domination de la classe dirigeante et de ses privilèges. Les différentes fractions de la bourgeoisie irakienne ont particulièrement exploité la rente pétrolière pour construire et consolider des réseaux clientélistes et de corruption massifs, tandis que la majorité de la population en Irak a continué à souffrir du manque d'emplois et de services. Ces élections ont clairement indiqué le mécontentement des classes populaires du pays contre ce système politique et ses représentants.

L'espoir ne réside pas forcément dans la victoire de l'alliance électorale menée par Sadr, même si cela représente une expression de défiance et de ras-le-bol contre le système confessionnel, mais dans les contestations populaires continues contre le système politique confessionnel, la corruption et les politiques néolibérales des gouvernements irakiens, notamment les processus de privatisation de différents secteurs économiques. De nombreux travailleurs et syndicats ont poursuivi leurs grèves et contestation contre les processus de privatisation du secteur de l'électricité prévu par le gouvernement irakien. Des manifestations ont également eu lieu pour protester contre des coupures et des diminutions d'électricité à Bagdad, à Tikrit dans la province de Saladin, à Muthana et ailleurs dans le sud de l'Irak, ainsi qu'à la suite de crise de provision de l'eau.

De même, la résistance continue des associations et groupes féministes contre la loi Jaafari a été significative. Majeda Al-Tamimi, devenue célèbre pour sa lutte contre la corruption, l'injustice sociale et le confessionnalisme, ainsi que pour son rejet de la « loi Jaafari », a été réélue à Bagdad, comme candidate sur la liste Sairoun, devant la majorité des élus hommes, avec ses 55 184 voix, démontrant sa popularité. Ces élections pourraient donc représenter un nouveau pas en avant dans l'approfondissement des résistances populaires par en bas et dans la construction d'alternatives progressistes aux classes dirigeantes confessionnelles et néolibérales irakiennes.

(Je remercie ma camarade Ansar pour son aide et ses commentaires).

Notes

[1] Voir : <https://syriafreedomforever.wordpress.com/2015/08/18/irak-un-petit-vent-despoir/>

[2] Voir :

<https://syriafreedomforever.wordpress.com/2015/08/18/irak-un-petit-vent-despoir/>;

[مظاهرات-في-العراق-صد-النظام-الخبز-والح/](https://syriafreedomforever.wordpress.com/2016/02/26/٢-شباط-٢٠١٦%D9%A0مظاهرات-في-العراق-صد-النظام-الخبز-والح/) ;

[مظاهرات-في-العراق-صد-النظام-الخبز-والح/](https://syriafreedomforever.wordpress.com/2016/02/20/مظاهرات-في-العراق-صد-النظام-الخبز-والح/)

[3] Voir : <https://orientxxi.info/magazine/offensive-contre-les-femmes-en-irak,2146>

[4] Voir : <http://www.m.ahewar.org/s.asp?aid=596127&r=0>

[5] Voir la [position du Parti Communiste Ouvrier Irakien](#).

[6] Voir :

<https://orientxxi.info/magazine/l-irak-cherche-a-tourner-la-page-ouverte-par-l-invasion-americaine,2494>;

<https://www.rosalux.de/en/news/id/38931/left-wing-alliances-and-political-contestation-in-lebanon-and-iraq/>